

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P)

Pouvoir adjudicateur :

UGECAM NORD EST
Siège social
75 bld Lobau
54 042 Nancy Cedex

Autorité représentant le pouvoir adjudicateur :

Madame Christelle PROST
Directrice Générale de l'UGECAM NORD EST

Comptable assignataire des paiements :

Monsieur Pierre-Yves GERARD
Directeur comptable et financier de l'UGECAM NORD EST

Objet du marché :

Mission de Maîtrise d'œuvre pour les travaux de réhabilitation du nouveau siège social de l'UGECAM NORD EST.

SOMMAIRE

1	ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES	
1.1	Objet du marché	4
1.2	Maître de l'ouvrage.....	4
1.3	Titulaire du marché	4
1.4	Sous-traitance.....	4
1.5	Catégorie d'ouvrages et nature des travaux.....	4
1.6	Contenu des éléments de mission	4
1.6.1	Coordination Systèmes de Sécurité Incendie (<i>désignée ci-après SSI</i>) Erreur ! Signet non défini.	
1.7	Mode de dévolution des travaux.....	5
1.8	Organisation des équipes et collaborateurs du maître d'œuvre.....	5
2	ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
2.1	Pièces particulières.....	6
2.1.1	Pièces générales	6
3	ARTICLE 3 – FORFAIT DE REMUNERATION	6
3.1	Modalités de fixation du forfait de rémunération.....	6
3.2	Fixation du coût prévisionnel des travaux et du forfait définitif de rémunération – Clause de réexamen	6
3.3	Dispositions diverses	7
4	ARTICLE 4 – PRIX.....	7
4.1	Forme du prix.....	7
4.1.1	Mois d'établissement du prix du marché	7
4.1.2	Modalités de révision du prix	7
5	ARTICLE 5 – REGLEMENT DES PRESTATIONS.....	8
5.1	Avance	8
5.2	Acomptes	9
5.2.1	Pour l'établissement des documents d'études suivants : DIA, APS ou APD, PRO ou PRO + EXE	10
5.2.1	Pour l'exécution de l'élément VISA (examen de conformité)	10
5.2.2	Pour l'exécution de prestations d'assistance au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de Travaux (ACT)	10
5.2.3	Pour l'exécution des prestations de direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ..	10
5.2.4	Pour l'exécution des prestations d'assistance lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement (AOR).....	10
5.3	Rémunération des éléments.....	11
5.4	Acompte et remise de la demande de Paiement.....	11
5.5	Solde	12
5.5.1	Décompte final	12
5.5.2	Décompte général - Etat du solde	12
5.6	Délais de règlement	13
5.7	Règlement en cas de co-traitants ou de sous-traitants payés directement	13
6	ARTICLE 6 – DELAIS – PENALITES GENERALES	13
6.1	Pénalités pour absence à une réunion	13
6.2	Pénalités pour retard dans le remplacement d'un membre de l'équipe dédiée	14

7	ARTICLE 7 – DELAIS – PENALITES POUR LA PHASE. «ETUDES»	14
7.1	Etablissement des documents d'études	14
7.2	Réception des documents d'études	14
7.3	Délais et pénalités de retard dans l'exécution des reprises d'études	15
7.4	Délais et pénalités de retard dans l'exécution des prestations relatives aux modifications apportées en cours d'exécution du marché.....	15
8	ARTICLE 8 – DELAIS – PENALITES POUR LA PHASE. «TRAVAUX»	15
8.1	Vérification des projets de décompte mensuel de l'entrepreneur	15
8.2	Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur	15
8.3	Instruction des mémoires de réclamation	16
8.4	Ordres de service	16
8.5	Procès-verbaux des opérations préalables à la réception	16
8.6	Période de garantie de parfait achèvement.....	16
9	ARTICLE 9 – COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX.....	17
10	ARTICLE 10 – CONDITIONS ECONOMIQUES D'ETABLISSEMENT	17
11	ARTICLE 11 – TOLERANCE SUR LE COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX.....	17
12	ARTICLE 12 – SEUIL DE TOLERANCE	17
13	ARTICLE 13 – COUT DE REFERENCE DES TRAVAUX	18
14	ARTICLE 14 – COUT DE REALISATION DES TRAVAUX.....	18
15	ARTICLE 15 – CONDITIONS ECONOMIQUES D'ETABLISSEMENT	18
16	ARTICLE 16 – TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX ...	18
17	ARTICLE 17 – SEUIL DE TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX.....	18
18	ARTICLE 18 – COUT CONSTATE DES TRAVAUX.....	19
19	ARTICLE 19 – PENALITES POUR DEPASSEMENT DU SEUIL DE TOLERANCE ..	19
20	ARTICLE 20 – MESURES CONSERVATOIRES	19
21	ARTICLE 21 – ORDRES DE SERVICE	19
22	ARTICLE 22 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL 19	19
23	ARTICLE 23 – SUIVI DE L'EXECUTION DES TRAVAUX.....	20
24	ARTICLE 24 – DROITE DE PROPRIETE INTELLECTUELLE	20
25	ARTICLE 25 – INTERRUPTION – SUSPENSION – ARRET DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION	20
26	ARTICLE 26 – ACHEVEMENT DE LA MISSION	21
27	ARTICLE 27 – RESILIATION DU MARCHE	21
27.1	Résiliation du fait du maître de l'ouvrage	21
27.2	Résiliation du marché pour faute du maître d'œuvre	21
27.3	Résiliation pour événements extérieurs au marché ou liés au marché.....	21
27.4	Résiliation du fait d'un dépassement du coût prévisionnel.....	22
27.5	Exécution des prestations aux frais et risques du maître d'œuvre.....	22
27.6	Complément au chapitre VI du CCAG – MOE	22
28	ARTICLE 28 – CONFIDENTIALITE – MESURE DE SECURITE.....	23
29	ARTICLE 29 – MODIFICATION DU MARCHE – CLAUSE DE REEXAMEN	24
30	ARTICLE 30 – OBLIGATION DE CONSEIL	24
31	ARTICLE 31 – ASSURANCES	24
32	ARTICLE 32 – SAISIE ARRET	25
33	ARTICLE 33 – REGLEMENT DES LITIGES	25
34	ARTICLE 34 – DEROGATIONS AU CCAG-MOE	25
35	ANNEXE 1 – CONTENU DES ELEMENTS DE MISSION DU MAÎTRE D'ŒUVRE...26	26

1 ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Le marché régit par le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) est un marché de prestations intellectuelles. Ces prestations incluent des études et la direction des travaux nécessaires à l'exercice de la mission de maîtrise d'œuvre pour la réalisation des travaux de réhabilitation intérieure.

L'objectif de ces travaux est de procéder à une réorganisation spatiale et technique des locaux pour répondre aux nouveaux usages du bâtiment acquis au 34/36 bld Lobau à Nancy afin d'y installer le siège social de l'UGECAM NORD EST et le pôle médico-social de l'IRR.

1.2 Maître de l'ouvrage.

Le Maître de l'ouvrage est l'UGECAM NORD EST. L'autorité représentant le pouvoir adjudicateur est : la Directrice Générale, Mme Christelle PROST.

1.3 Titulaire du marché

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent CCAP sous le nom "*le Maître d'œuvre*" sont précisées à l'article 1 de l'acte d'engagement, étant entendu que le mandataire d'un groupement de prestataires est obligatoirement solidaire des autres membres du groupement.

1.4 Sous-traitance

Le maître d'œuvre, architecte, ne peut donner en sous-traitance le projet architectural visé par la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977 qui « *définit par des plans et documents écrits, l'implantation des bâtiments, leur composition, leur organisation et l'expression de leur volume ainsi que le choix des matériaux et des couleurs* » (article 3 al 2 de la loi du 3 janvier 1977 modifiée).

Les autres missions peuvent alors être sous-traitées, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître de l'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant en application des dispositions fixées au chapitre II portant sur les dispositions relatives à la sous-traitance du chapitre II du décret relatif aux marchés publics, ainsi que la loi du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance. Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-MOE.

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement des contrats de sous-traitance sont jointes en annexe I à l'acte d'engagement.

1.5 Catégorie d'ouvrages et nature des travaux

L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie d'ouvrages bâtiment : bâtiment en réhabilitation. Les prestations prévues dans le présent marché sont de faire la réalisation et le suivi de travaux dans les locaux du bâtiment situé au 34/36 bld Lobau à Nancy (54000).

Il s'agit d'une réhabilitation partielle avec adaptation fonctionnelle des espaces intérieurs. L'objectif est de conserver autant que possible les cloisons existantes, tout en créant de nouveaux cloisonnements (notamment vitrés) pour mieux répondre aux besoins. Aucun gros œuvre ou démolition majeure n'est prévue.

1.6 Contenu des éléments de mission

La mission de maîtrise d'œuvre sera exercée conformément aux missions de maîtrise d'œuvre définies aux articles L 2431-1 à 3 et R 2431-1 à 3 du code de la commande publique. Le contenu des éléments de mission constituant la mission confiée au maître d'œuvre, sera en tout point conforme aux missions définies aux articles R 2431-4 à 23 du code de la commande publique.

Le présent marché est constitué des éléments suivants :

APD	Avant-projet définitif
PRO	Etudes de projet
ACT	Assistance au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux
EXE	EXE «totale»
DET	Direction de l'exécution des contrats de travaux
AOR	Assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement

Il sera également confié au titulaire les prestations complémentaires suivantes :

- ✓ Mission DIAG : Diagnostic
- ✓ Mission OPC : Ordonnancement, coordination et pilotage du chantier
- ✓ Mission SSI : Système Sécurité Incendie
- ✓ Mission DQD : Devis Quantitatif Détaillé
- ✓ Mission ATE : autorisation de travaux en ERP

Une option est prévue et celle-ci doit être obligatoirement chiffrée sous peine de rejet de l'offre du candidat.

Option : mission de Space planner : conception et optimisation de l'aménagement intérieur des espaces

Coordination hygiène et sécurité :

L'ensemble des travaux concernés par la présente opération est soumis aux dispositions de la loi n°93.1418 du 31 décembre 1993 modifiant les dispositions du code de travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs et aux décrets d'application du 26 décembre 1994 et du 4 mai 1995.

Le coordinateur SPS sera désigné ultérieurement.

Le maître d'œuvre doit fournir au coordonnateur toutes les informations ou documents nécessaires à l'exécution de la mission de celui-ci et tenir compte des avis de ce dernier.

1.7 Mode de dévolution des travaux.

Les travaux feront l'objet d'un marché alloti, en application des dispositions des articles R 2113-1 à 3 du code de la commande publique.

1.8 Organisation des équipes et collaborateurs du maître d'œuvre

La collaboration de spécialistes peut être requise par le maître d'ouvrage dans le cadre des obligations définies par le présent marché. Ces spécialistes payés par le maître d'œuvre interviennent en qualité de consultants.

Le maître d'œuvre désignera ses collaborateurs concourant aux études en présentant **leurs curriculums dans le mémoire justificatif**. Si, en cours de marché, le maître d'œuvre décide de remplacer ses collaborateurs, il soumet à l'acceptation du maître d'ouvrage les nouveaux collaborateurs en lui précisant leurs références. Le maître d'ouvrage peut également récuser directement certains collaborateurs ; dans ce cas le maître d'œuvre s'engage à remplacer les collaborateurs recusés

2 ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-MOE, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

2.1 Pièces particulières

- ✓ L'acte d'engagement et ses annexes :
Annexe 1 relative à la sous-traitance
Annexe 2 relative à la cession de créances
- ✓ Le présent cahier des clauses particulières (CCAP) en date du 16/06/2025 et ses annexes :
Annexe 1 relative au contenu des missions de maîtrise d'œuvre.
- ✓ Le programme fonctionnel et technique et les plans en date du 16/06/2024,
- ✓ Le mémoire justificatif du titulaire remis avec son offre.

En cas d'incohérence entre le mémoire justificatif du titulaire remis avec son offre et le programme de travaux, ce dernier prévaudra sur le mémoire. Le Titulaire sera dans l'obligation d'intégrer au sein de ces études l'ensemble des prescriptions contenues dans ce document.

2.1.1 Pièces générales

- ✓ Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de Maîtrise d'œuvre (CCAG – MOE) approuvé par l'arrêté n°0078 du 30 mars 2021.
- ✓ Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- ✓ La norme Afnor NF P03-100 relative aux critères généraux pour la contribution du contrôle technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction
- ✓ Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) pour travaux de génie civil approuvé par l'arrêté du 30 mai 2012.
- ✓ L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale.
- ✓ Le code de la commande publique.

3 ARTICLE 3 – FORFAIT DE REMUNERATION

3.1 Modalités de fixation du forfait de rémunération

La rémunération du marché est forfaitaire pour l'exécution des prestations décrites par le présent marché. Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération d'un tiers au titre de la réalisation de l'opération. Le montant du marché, fixé dans l'acte d'engagement, est provisoire R 2112-16 du code de la commande publique. Le montant du forfait provisoire de rémunération est établi en tenant compte des éléments portés à la connaissance du maître d'œuvre lors de l'attribution du marché.

Le forfait définitif de rémunération de la mission de maîtrise d'œuvre est fixé parallèlement à la fixation du coût prévisionnel des travaux et prestations concernées, lors de l'acceptation de l'APD par le maître d'ouvrage. Ainsi, pour passer de la rémunération provisoire à la rémunération définitive, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage conviennent de négocier un avenant.

Cet avenant prendra également en compte l'engagement du maître d'œuvre sur l'estimation prévisionnelle définitive des travaux.

3.2 Fixation du coût prévisionnel des travaux et du forfait définitif de rémunération – Clause de réexamen

Le forfait définitif de rémunération de la mission de maîtrise d'œuvre est fixé parallèlement à la fixation du coût prévisionnel des travaux et prestations concernées, lors de l'acceptation de l'APD par le maître d'ouvrage. Pour passer de la rémunération provisoire à la rémunération définitive, les parties conviennent de modifier le marché conformément à l'article R.2194-1 du code de la commande publique par avenant et en appliquant la clause de réexamen détaillée dans le présent article.

Lors de la fixation du forfait définitif, il est important de faire figurer dans l'avenant et de prendre en compte dans le calcul du Coût Prévisionnel des Travaux (CPT), l'ensemble des plus-values et options complémentaires non prévues au programme, qui ont été intégrées au cours des phases DIA et APD à la demande du maître d'ouvrage. L'ensemble de ces calculs doit être réalisé en HT.

Afin de comparer le Coût Prévisionnel des Travaux tel qu'issu de l'APD d'une part, et l'enveloppe financière accordée aux travaux par le maître d'ouvrage d'autre part, le Coût Prévisionnel des Travaux doit être ramené à la date du mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre soit le mois de 06/ 2025 au moyen de la formule suivante :

$$C = \frac{\text{Indice BT01m}}{\text{Valeur index M0}}$$

Sachant que :

C = coefficient d'actualisation

Indice BT01m = Valeur de l'indice BT01 à la date de réalisation de l'APD (*dernier indice connu*)

Indice BT01m0 = Valeur de l'indice BT01 au mois m0 soit le mois de 06/2025

Ainsi pour actualiser le CPT à la date du mois m0 du Marché de Maîtrise d'œuvre, il convient d'appliquer la formule suivante : $CPT_{m0} = CPT/C$

Le forfait provisoire de rémunération du maître d'œuvre est alors déterminé après application du taux de rémunération de ce dernier à l'enveloppe financière affectée aux travaux par le maître d'ouvrage.

En l'espèce, le forfait provisoire de rémunération était calculé ainsi : Coût de l'enveloppe prévisionnelle des travaux en € HT X taux de rémunération en % = Forfait provisoire de rémunération en € HT.

Par conséquent, afin de **calculer le forfait définitif de rémunération il convient d'appliquer la formule suivante** : $CPT_{m0} \text{ € HT} \times \text{Taux de rémunération} = \text{Forfait définitif de rémunération € HT}$.

Le forfait définitif de rémunération ainsi arrêté s'appliquera uniquement aux missions restant à effectuer après l'APD.

Le montant de la rémunération des éléments de mission antérieurs à l'APD et à l'engagement du maître d'œuvre sur le coût prévisionnel des travaux est définitif.

3.3 Dispositions diverses

Les forfaits de rémunération sont exclusifs de tout autre émolument et de tout autre remboursement de frais au titre de l'exécution des prestations.

Les forfaits sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m0 Etudes correspondant au mois précédent celui de la date limite de remise des offres.

4 ARTICLE 4 – PRIX

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le marché sont exprimés hors T.V.A.

4.1 Forme du prix

Le présent marché est un marché conclu à prix forfaitaire et provisoire conformément aux articles R 2112-6 et R 2112-16 du code de la commande publique. Le prix est révisable suivant les modalités fixées à l'article 5 .3 ci-après.

4.1.1 Mois d'établissement du prix du marché

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 (*Mo Etudes*) correspondant au mois précédent celui de la date limite de remise des offres.

4.1.2 Modalités de révision du prix

En application de l'article 10.1.1 du CCAG-MOE, le prix est révisable lorsque la durée d'exécution du marché est supérieure à trois mois.

Les différents versements fixés dans l'acte d'engagement seront révisés au moyen de la formule ci-après :

$$P_m = P_0 (0,125 + 0,875 \frac{ING_m}{ING_0})$$

Dans laquelle :

Pm	:	Prix révisé de l'acompte au mois "m" (<i>mois de révision</i>)
P0	:	Prix initial de l'acompte "m" au mois M0
INGm	:	Index ingénierie correspondant à la réalisation de la phase technique "m"
ING0	:	Index ingénierie correspondant à la date de réputation des prix (<i>valeur de L'indice au mois Mo Etudes</i>).

Ce mois « m » correspond à l'index ING diffusé par l'INSEE respectivement au mois m au cours duquel l'acompte ou l'élément de mission doit être remis conformément aux échéances prévues par le marché. Si les prestations ne sont pas achevées à l'expiration du délai d'exécution fixé par le marché, la révision du prix se poursuit pour la partie des prestations non accomplies.

Lorsque la valeur finale des index n'est pas encore connue au moment du paiement, le maître d'ouvrage doit procéder au paiement provisoire sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue. Le maître d'ouvrage procédera à la révision définitive dès que les index seront publiés.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur. Lesdits coefficients correspondent à $(0,125 + 0,875 \frac{INGm}{ING0})$

5 ARTICLE 5 – REGLEMENT DES PRESTATIONS

5.1 Avance

Sauf en cas de refus du maître d'œuvre, titulaire du présent marché dans l'acte d'engagement, une avance doit être accordée lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 €HT en application des dispositions des articles R 2191-3 à 5 du code de la commande publique. Cette avance n'est due au titulaire que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance. En application de l'article 11.1 du CCAG-MOE, le maître d'ouvrage retient l'option A.

- ✓ Lorsque le maître d'œuvre, ou le membre du groupement le cas échéant, est une PME au sens du code de la commande publique :
 - Le taux de l'avance est fixé à 20% en application de l'article A.11.1 du CCAG-MOE.
- ✓ Lorsque le maître d'œuvre, ou le membre du groupement le cas échéant, n'est pas une PME au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à :
 - À 5% en application de l'article R. 2191-7 du code de la commande publique.

En cas de groupement conjoint, les conditions de versement de l'avance sont appréciées au regard de la taille d'entreprise propre à chacun des membres. La part de l'avance versée à chaque membre du groupement est rapportée au montant identifié dans la répartition financière indiquée dans l'acte d'engagement et détaillée en annexe financière.

Si la durée globale prévisionnelle indiquée à l'acte d'engagement est inférieure à 12 mois, ce taux s'applique au montant initial toutes taxes comprises du marché.

Si cette durée est supérieure à douze mois, ce taux s'applique à une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Le paiement de cette avance intervient dans le délai d'un mois à compter de la notification du marché. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant cumulé des demandes d'acomptes présentées par le maître d'œuvre atteindra ou dépassera 65% du montant initial TTC du marché. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint 80% du montant initial TTC du marché.

Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues au titulaire à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des prestations dont ils ont la charge est au moins égal au seuil fixé à l'article R 2191-3 du code de la commande publique. Le versement de l'avance, dont le montant est égal à 5% du montant des prestations sous-traitées, et son remboursement sont effectués conformément des articles R 2191-3 à 5 du code de la commande publique.

5.2 Acomptes

Dans ce cadre, chaque élément de mission achevé fait l'objet d'une validation par les conseils experts du maître de l'ouvrage chargés d'émettre un avis. Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, dans les conditions suivantes.

5.2.1 Pour l'établissement des documents d'études suivants : DIA, APD, PRO ou PRO + EXE

Les prestations incluses dans les éléments ci-dessus ne peuvent faire l'objet d'un règlement qu'après achèvement total et acceptation de chaque élément de mission par le maître de l'ouvrage par ordre de service. Toutefois, ces prestations peuvent faire l'objet d'acomptes avant l'achèvement, dans le cas où leur délai d'exécution est important afin que l'intervalle entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois. Dans ce cas, l'état périodique, établi par le maître d'œuvre, comporte le compte rendu d'avancement de l'étude, indique le pourcentage approximatif du délai d'avancement de leur exécution.

Ce pourcentage, après accord du maître de l'ouvrage, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

5.2.1 Pour l'exécution de l'élément VISA (examen de conformité)

Les prestations incluses dans l'élément VISA sont réglées après production d'un document récapitulant l'ensemble des études, plans d'exécution, plans de synthèse à remettre par les entreprises qui sont présentées au visa du maître d'œuvre complété par les dates auxquelles les études, plans d'exécution et plans de synthèse ont été visés par le maître d'œuvre, accompagné des justificatifs nécessaires.

5.2.2 Pour l'exécution de prestations d'assistance au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de Travaux (ACT)

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées de la manière suivante :

- Après réception du dossier de consultation des entreprises : 60 %
- Après mise au point des marchés de travaux et acceptation par le maître de l'ouvrage de (ou des) offre(s) des entreprises : 40 %

5.2.3 Pour l'exécution des prestations de direction de l'exécution des contrats de travaux (DET)

Les prestations incluses dans l'élément de mission DET sont réglées comme suit :

- En fonction de l'avancement des travaux, sous forme d'acomptes, proportionnellement au montant des travaux effectués depuis le début : 85 %
- À la date de l'accusé de réception, par le maître de l'ouvrage, du projet de décompte final et après traitement des réclamations éventuelles des entreprises : 15%

5.2.4 Pour l'exécution des prestations d'assistance lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement (AOR)

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit :

Pour les opérations de construction et réhabilitation

1. À l'issue des opérations préalables à la réception : à la date d'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du procès-verbal des opérations préalables à la réception : 20 %
2. À la validation MOE du dossier des ouvrages exécutés : 30 %
3. À la remise du dossier des Certificat(s) d'Economie d'Energie: 10 %
4. À l'achèvement des levées de réserves : 20 %
5. À la fin du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages, prévu à l'article 44-1 du CCAG applicable aux marchés de travaux ou à l'issue de sa prolongation décidée par le maître de l'ouvrage en application du 44.2 dudit CCAG : 20 %

Concernant la réalisation de la mission OPC, les prestations seront réglées en fonction de l'exécution des travaux, proportionnellement au montant des travaux réalisés. Les missions d'assistance complémentaire seront réglées au fur et à mesure de l'avancement des prestations correspondantes.

5.3 Rémunération des éléments

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments et aux parties d'éléments de la mission considérés comme constituant des phases techniques d'exécution sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

5.4 Acompte et remise de la demande de Paiement

Par dérogation à l'article 11.10 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre doit transmettre les demandes de paiements :

- ✓ Par le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de, soit :

Le titulaire est informé que Chorus Pro est **le vecteur exclusif** de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ne sera pas acceptée.

Par suite, en cas de réception d'une facture électronique non adressée via Chorus Pro, l'établissement concerné informera le titulaire du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invitera à s'y conformer.

En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après ou comportant des informations erronées, l'établissement concerné informera le titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro et l'invitera à ré adresser via le portail une facture dûment rectifiée.

Ainsi, le titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner le champ suivant dans l'outil, à savoir :

N° de SIRET du siège : **424 273 407 00306**

Il n'y a pas à indiquer les codes service et d'engagement.

Pour tout renseignement, le Titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1> /rubrique « *nous contacter* »

Une assistance téléphonique est disponible au numéro suivant : 04.77.78.39.57 (du lundi au vendredi de 9h00 à 19h00).

Les modalités d'établissement de la demande de paiement, et le cas échéant l'utilisation de modèle propre au maître d'ouvrage, sont précisées au maître d'œuvre lors de la réunion de lancement.

Par application de l'article 11.2 du CCAG-MOE, le règlement des acomptes du marché se fait par des acomptes mensuels. Le montant de chaque acompte est déterminé par le maître d'ouvrage, sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant, produit par le maître d'œuvre. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement.

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement établie par le maître d'œuvre à laquelle il joint les pièces relatives à la réalisation des prestations, nécessaires à la justification du paiement. Conformément aux articles 11.3 à 11.5 du CCAG MOE La demande de paiement est datée et mentionne les références du marché ainsi que, selon le cas :

- ✓ Le montant des prestations réalisées admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées conformément à l'article 21.3 du CCAG-MOE.
- ✓ En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique.
- ✓ En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies HT et TTC.

✓

- ✓ Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.
- ✓ le numéro d'engagement du titulaire, des cotraitants et éventuels sous-traitants à renseigner dans le portail public de facturation.

La demande de paiement précise les éléments assujettis à la TVA, en les distinguant selon le taux applicable. La remise d'une demande de paiement intervient au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent au fur et à mesure de l'avancement des éléments de mission, en application de l'article 11.5 du CCAG-MOE et conformément aux articles R. 2191-21 et R. 2191-22 du code de la commande publique et selon les modalités particulières définies aux articles 5.2.1 à 8 et 5.3.

Par application de l'article 11.6 du CCAG-MOE, le maître d'ouvrage accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître notamment les avances à rembourser, les primes et les réfections imposées. Il arrête le montant de la somme à régler. Si ce montant est différent de celui figurant dans la demande de paiement, il notifie le montant qu'il a ainsi arrêté au maître d'œuvre.

Le paiement de l'acompte doit intervenir 30 jours au plus tard après la réception du projet de décompte par le maître d'ouvrage.

5.5 Solde

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article 26 du présent marché, le maître d'œuvre adresse au maître de l'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

5.5.1 Décompte final

Par application de l'article 11.7 et suivants du CCAG-MOE, le maître d'œuvre transmet sa demande de paiement finale au maître d'ouvrage après l'achèvement du marché de maîtrise d'œuvre. Le maître d'œuvre est lié par les indications figurant sur le décompte final.

Le décompte final arrêté par le maître de l'ouvrage comprend :

- Le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final ci-avant.
- Le montant des missions complémentaires.
- Le montant des révisions de prix applicables intégrant le dernier état des index connus à la date d'établissement du projet de décompte final.
- Le montant des éventuelles réclamations non régularisées.
- Le récapitulatif des sommes perçues au titre des acomptes.
- La pénalité pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage.
- Les pénalités éventuelles pour retard susceptibles d'être appliquées au maître d'œuvre en application du présent marché.
- Le solde, distinguant l'incidence de la TVA.

Ce résultat constitue le montant du décompte final.

5.5.2 Décompte général - Etat du solde

Il est fait application de l'article 11.8 du CCAG-MOE. Le maître de l'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- Le décompte final.
- L'état du solde hors révision de prix définitive, établi à partir du décompte final.
- Le récapitulatif des acomptes perçus et du solde hors révision de prix définitive.

Lorsque la valeur finale des indices ou index de référence n'est pas connue au moment de l'établissement du décompte général, ce dernier est établi en prenant en compte la dernière valeur de référence connue.

Si le maître d'ouvrage a connaissance d'un litige ou d'une réclamation susceptible de concerner le maître d'œuvre au moment de la signature du décompte général, celui-ci est assorti d'une mention indiquant expressément l'objet du litige ou de la réclamation.

Le maître d'ouvrage notifie au maître d'œuvre le décompte général dans un délai de trente jours à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage du décompte final transmis par le maître d'œuvre.

Conformément à l'article 11.8.3, si la signature du décompte général est donnée sans réserve par le maître d'œuvre, il devient le décompte général et définitif. La date de sa notification au maître d'ouvrage constitue le point de départ du délai de paiement.

En cas de contestation de certaines sommes portées au décompte général par le maître d'œuvre, il est fait application du CCAG-MOE. En cas de désaccord, ce dernier est réglé dans les conditions fixées à l'article 35 du CCAG-MOE.

5.6 Délais de règlement

Conformément aux articles R 2191-21 à 22 et R 2191-26 du code de la commande publique, le paiement des acomptes, des règlements partiels et du solde interviendra, dans un délai global de 30 jours maximum à compter de la réception, par le maître d'ouvrage, de la demande, dans les conditions fixées à l'article 6.2 du présent CCAP.

Le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Le paiement des acomptes et du solde sera effectué par le Directeur financier et comptable de l'organisme après ordonnancement de la somme par l'ordonnateur, à savoir sa Directrice Générale.

A l'expiration du délai de paiement, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et à l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement prévus aux articles L 2192-13, R 2192-31 à 34 et D 2192-35 à 36 du code de la commande publique. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à 40,00 €HT.

Les intérêts moratoires qui pourront être dus seront calculés sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1^{er} jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majoré de huit points de pourcentage.

5.7 Règlement en cas de co-traitants ou de sous-traitants payés directement

Il sera effectué conformément aux dispositions de l'article 12.1 du CCAG.MOE. En cas de groupement conjoint ou solidaire, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

6 ARTICLE 6 – DELAIS – PENALITES GENERALES

Concernant l'ensemble des pénalités consacrées dans le présent CCAP aux articles 6, 7 et 8, il est dérogé aux articles 16.2 à 16.2.4 du CCAG-MOE.

6.1 Pénalités pour absence à une réunion

Toute absence non excusée d'un représentant qualifié du titulaire ou d'un de ses sous-traitants désignés à une réunion à laquelle il a été dûment convoqué est pénalisée. Les pénalités sont de 200,00 €HT par absence. Est considérée également comme absence la représentation du titulaire par une ou des personnes non qualifiées.

Tout retard dans la diffusion de compte-rendu de réunion au-delà de deux jours calendaires à compter de la date de la réunion est pénalisé. Les pénalités sont de 20,00 €HT par jour.

L'ensemble de ces dispositions s'appliquent aux réunions des phases études et travaux y compris aux réunions hebdomadaires de chantier.

6.2 Pénalités pour retard dans le remplacement d'un membre de l'équipe dédiée

Le titulaire dispose d'un délai de sept jours pour procéder au remplacement d'un membre dont le nom est mentionné dans l'offre, lorsque ce dernier n'est plus affecté définitivement ou temporairement à la présente prestation. En cas de retard dans le remplacement d'un membre de l'équipe dédiée par une personne possédant des compétences et un niveau d'expérience équivalent, il est appliqué au titulaire une pénalité de 100,00 € HT par jour calendaire à partir du premier jour de retard et jusqu'à la résiliation du marché.

7 ARTICLE 7 – DELAIS – PENALITES POUR LA PHASE « ETUDES »

7.1 Etablissement des documents d'études

Les délais d'établissement des documents d'études sont fixés dans l'acte d'engagement.

Le point de départ de ces délais est fixé comme suit :

- ✓ Pour le 1er élément : date de l'accusé de réception, par le maître d'œuvre, de la notification du marché.
- ✓ Pour les éléments ou parties d'éléments suivants : date de l'accusé de réception, par le maître d'œuvre, du prononcé de la réception du document d'études le précédant, ce pour chaque élément de mission, dans l'ordre chronologique du déroulement de l'opération. Le maître d'ouvrage refusera tout document d'étude :
 - S'il est incomplet.
 - S'il n'est pas transmis par courrier recommandé avec AR ou contre récépissé en réunion de maîtrise d'œuvre.
 - Dans ces cas, les pénalités de retard seront appliquées par le maître d'ouvrage à compter du prononcé de la réception du document d'étude précédent.
 - Pour le rapport d'analyse des offres : date de l'accusé de réception de l'ensemble des offres par le maître d'œuvre.
 - Pour le DOE (*dossier des ouvrages exécutés*) : date de réception des travaux.

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE, en cas de retard dans la présentation de ces documents d'études, le maître d'œuvre subit sur ses créances des pénalités fixées, par jour de retard, à 1/2000 du montant de l'acompte correspondant à la phase concernée. Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG-MOE, les pénalités ci-dessus s'appliqueront quel qu'en soit le montant.

Pour le décompte des pénalités, il est pris en compte l'écart entre la date limite de remise des documents et la date de remise effective du document. Sur demande du maître d'œuvre, après accord du pouvoir adjudicateur, les pénalités appliquées s'effacent en cas de rattrapage des délais.

7.2 Réception des documents d'études

Par dérogation à l'article 20.4.2 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre est dispensé d'aviser par écrit le maître de l'ouvrage de la date à laquelle les documents d'études lui seront présentés.

Les documents d'études et le DOE sont remis par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage pour vérification et réception. Le tableau ci-après précise le support de transmissions et le nombre d'exemplaires à fournir.

Document	Support	Nombre d'exemplaires
DIA	format .doc, format .PDF, format .dwg,	1
APD		1
PRO ou PRO EXE		1
DOE		1 exemplaire fichier + 1 exemplaire papier

Le maître de l'ouvrage examine et donne son accord sur chaque dossier d'étude. Si son acceptation est assortie d'observations et de remarques, le maître d'œuvre doit :

- ✓ Tenir compte de ces observations dans l'élaboration du projet, lorsqu'il s'agit du dossier d'études d'avant-projet.
- ✓ A l'issue de chaque phase de l'APS à la phase ACT, le maître d'ouvrage transmettra ses remarques et observations à l'équipe de Maîtrise d'œuvre qui aura à charge de les intégrer :
 - Soit à la phase suivante lorsque celles-ci sont assorties d'un avis de lancement de la phase suivante.
 - Soit, sans avis de lancement de la phase suivante, dans une version mise à jour du dossier dans un délai de 15 jours ouvrés.
 - Remettre dans un délai de 30 jours ouvrables les dossiers rectifiés pour le dossier de consultation des entreprises comprenant les études de projet et d'exécution. En cas de non-respect de ce délai, les pénalités déterminées ci-dessus seront appliquées.

7.3 Délais et pénalités de retard dans l'exécution des reprises d'études

Le délai pour la reprise des études nécessitées, par l'application de l'article 9 du présent CCAP, sera notifié par décision acceptée sans réserve au titulaire. Par dérogation à l'article 16.2 du CCAG-MOE, une pénalité de 150,00 €HT par jour est applicable en cas de retard dans la remise des études complémentaires visées ci-dessus

7.4 Délais et pénalités de retard dans l'exécution des prestations relatives aux modifications apportées en cours d'exécution du marché

Par dérogation à l'article 16.2 du CCAG-MOE, une pénalité de 150,00 €HT par jour est applicable en cas de retard dans la remise de toutes prestations demandées au cours de l'exécution du présent marché.

8 ARTICLE 8 – DELAIS – PENALITES POUR LA PHASE. « TRAVAUX »

Les articles suivants dérogent à l'article 16 du CCAG-MOE.

8.1 Vérification des projets de décompte mensuel de l'entrepreneur

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder, conformément à l'article 12.1.9 du CCAG travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et qui lui sont transmis par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé. Après vérification, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2.1 du CCAG travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il transmet au maître de l'ouvrage en vue de l'ordonnancement l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur par ordre de service accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

Le délai de vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à 7 jours calendaires à compter de la date de l'accusé de réception du projet de décompte ou du récépissé de remise.

Si ce délai n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités fixées, par jour de retard, dimanches et jours fériés compris, à 1/500 du montant hors taxe, en prix de base, des décomptes de travaux concernés.

8.2 Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur

Le maître d'œuvre vérifie les projets de décompte final transmis par les entreprises par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé, conformément à l'article 12.3.3 du CCAG travaux. Dès qu'il a accepté ou vérifié le projet de décompte final, celui-ci devient le décompte final. Le maître d'œuvre établit le projet décompte général, conformément à l'article 12.4.1 du CCAG travaux.

Le maître d'œuvre transmet le projet de décompte général au maître d'ouvrage dans un délai compatible avec les délais de l'article 12.4.2. Le maître d'ouvrage valide, le cas échéant rectifie, et signe le projet de décompte général.

Celui-ci devient le décompte général.

8.3 Instruction des mémoires de réclamation

Le délai d'instruction par le maître d'œuvre d'un mémoire de réclamation émis par l'entrepreneur est de 15 jours à compter de la date de réception par le maître d'œuvre du mémoire par dérogation à l'article 55.1.2 du CCAG Travaux.

Si ce délai n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est égal à 200,00 € HT.

8.4 Ordres de service

Les ordres de service dont l'émission est subordonnée à une décision préalable du maître d'ouvrage prévue à l'article 21 ci-dessous devront être notifiés à l'entrepreneur dans un délai de 15 jours calendaires compté à partir de la date de réception par le maître d'œuvre de la décision du maître d'ouvrage.

Si ce délai n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est égal à 200,00 € HT.

8.5 Procès-verbaux des opérations préalables à la réception

Les opérations de réception des travaux se dérouleront conformément aux dispositions des articles 41 à 43 du CCAG travaux.

La réception aura lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux traités par lots séparés après que l'entreprise chargée de l'organisation collective et matérielle du chantier ait avisé simultanément le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de cet achèvement.

Le maître d'œuvre disposera d'un délai de 20 jours calendaires à compter de la date d'achèvement des travaux fixée sur cet avis pour procéder aux opérations préalables à la réception en présence des entrepreneurs dûment convoqués et de l'autorité compétente du pouvoir adjudicateur ou de son représentant.

Ces opérations préalables à la réception feront l'objet d'un procès-verbal dressé sur le champ par le maître d'œuvre et propre à chaque contrat de travaux.

Le maître d'œuvre disposera d'un délai de 5 jours calendaires à compter de la date du procès-verbal des opérations préalables à la réception pour faire connaître aux entrepreneurs s'il a ou non proposé au pouvoir adjudicateur la réception.

Si les délais fixés aux articles 41 à 43 du CCAG travaux ne sont pas respectés, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est égal à 200,00 € HT.

Les mêmes clauses s'appliquent aux procès-verbaux relatifs aux prestations ou épreuves dont l'exécution a fait l'objet de réserves lors de la réception et aux propositions complémentaires correspondantes du maître d'œuvre au pouvoir adjudicateur.

8.6 Période de garantie de parfait achèvement.

Pendant la période de garantie de parfait achèvement, pour l'examen des désordres signalés par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre disposera d'un délai qui lui sera notifié par ordre de service accepté sans réserve. Une pénalité de 200,00 € HT par jour est applicable en cas de retard dans la remise du rapport d'examen de ces désordres.

9 ARTICLE 9 – COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX

Le maître d'ouvrage attache une grande importance à ce que le coût des travaux et prestations, à chaque stade d'avancement de l'opération, soit le plus proche possible de l'enveloppe financière affectée à ces travaux.

Le Maître d'œuvre s'engage sur un coût prévisionnel des travaux à l'issue de l'exécution des études d'avant-projet définitif (APD).

Le coût prévisionnel des travaux (*P*) est le montant de toutes les prestations nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage, à l'exclusion :

- ✓ Du forfait de rémunération.
- ✓ Des dépenses de libération d'emprise.
- ✓ Des frais éventuels de contrôle technique.
- ✓ De la prime éventuelle de l'assurance. "Dommages ouvrage"
- ✓ De tous les frais techniques.

Le coût prévisionnel des travaux est arrondi à l'euro supérieur. Le coût prévisionnel définitif des travaux et le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre sont fixés par avenant dans les conditions définies à l'article 3.2 du présent CCAP.

Dans l'hypothèse où le coût prévisionnel des travaux, proposé par le titulaire à l'appui de son APD, serait supérieur au montant de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux fixés dans l'acte d'engagement, le maître d'ouvrage a le choix entre les deux possibilités suivantes :

- ✓ Il peut refuser de réceptionner les prestations et demander au titulaire, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière prévisionnelle. Si le titulaire ne trouve pas de solution pour faire entrer son coût prévisionnel des travaux dans l'enveloppe financière prévisionnelle arrêtée par le pouvoir adjudicateur, sans remettre en cause le projet, il pourrait être considéré comme défaillant et le présent marché public peut être résilié en application de l'article 27 du présent CCAP.
- ✓ Il peut accepter de réceptionner les prestations du titulaire et l'augmentation du coût prévisionnel des travaux. La fixation du forfait définitif de rémunération se fera par avenant, dans les conditions définies à l'article 3.2 du présent CCAP.

10 ARTICLE 10 – CONDITIONS ECONOMIQUES D'ETABLISSEMENT

Le coût prévisionnel des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois *mo* (*mo Etudes*) fixé par l'acte d'engagement.

11 ARTICLE 11 – TOLERANCE SUR LE COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX

Le coût prévisionnel des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 10%.

12 ARTICLE 12 – SEUIL DE TOLERANCE

Le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel des travaux majorés du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article 11.

L'avancement des études permet au maître d'œuvre lors de l'établissement des prestations de chaque élément de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître de l'ouvrage le lui demande.

13 ARTICLE 13 – COUT DE REFERENCE DES TRAVAUX

Lorsque le maître de l'ouvrage dispose des résultats de la mise en compétition relative à la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre établit le coût des travaux tel qu'il résulte de la consultation (*coût de référence*).

Ce coût est obtenu en multipliant le montant de l'offre considérée, tous critères confondus, comme la plus intéressante par le maître de l'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT01 pris respectivement au mois mo des offres de travaux ci-dessus et au mois mo des études du marché de maîtrise d'œuvre. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Le maître de l'ouvrage peut également demander la reprise des études. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial, et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître de l'ouvrage dans un délai de 15 jours calendaires suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 30 jours calendaires à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître de l'ouvrage de lancer une nouvelle procédure d'appel d'offres ou d'engager une nouvelle négociation.

14 ARTICLE 14 – COUT DE REALISATION DES TRAVAUX

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Un avenant fixe le montant du coût de réalisation des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter. Cet avenant qui fixe le coût de réalisation des travaux fait l'objet d'une validation de la (ou les) caisse(s) nationale finançant l'opération.

Le maître d'œuvre est réputé avoir prévu, dans le document ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

15 ARTICLE 15 – CONDITIONS ECONOMIQUES D'ETABLISSEMENT

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois mo correspondant au mois précédent celui de la remise des offres ayant permis la passation des contrats de travaux.

16 ARTICLE 16 – TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance. Ce taux de tolérance est de 2 %.

17 ARTICLE 17 – SEUIL DE TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX

Le seuil de tolérance est égal au coût de réalisation des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance indiqué à l'article 16.

18 ARTICLE 18 – COUT CONSTATE DES TRAVAUX

Le coût constaté déterminé par le maître de l'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base, des travaux réellement exécutés dans le cadre des contrats, marchés, avenants intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révisions ou actualisation de prix.

19 ARTICLE 19 – PENALITES POUR DEPASSEMENT DU SEUIL DE TOLERANCE

Par dérogation à l'article 16.2 du CCAG-MOE, si le coût constaté est supérieur au seuil de tolérance tel que défini à l'article 17, le maître d'œuvre supporte une pénalité égale à la différence entre le coût constaté et le seuil de tolérance multipliée par le taux défini ci-après.

Ce taux est égal au taux résultant du rapport de rémunération de la mission de base du titulaire sur le montant de l'enveloppe financière de travaux fixé à l'article 2 de l'acte d'engagement multiplié par 2.

Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15% du montant de la rémunération des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

20 ARTICLE 20 – MESURES CONSERVATOIRES

Si en cours d'exécution de travaux, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût des travaux non prévus (*hors travaux modificatifs*) dépasse le seuil de tolérance défini à l'article 17, des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître de l'ouvrage, par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission DET et AOR.

21 ARTICLE 21 – ORDRES DE SERVICE

Dans le cadre de l'élément de mission "Direction de l'exécution des travaux" (*DET*), le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de l'Entrepreneur, avec copie au maître de l'ouvrage.

Les ordres de service doivent être écrits, signés et datés, numérotés et adressés à l'Entrepreneur, dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG applicable aux marchés de travaux.

Cependant, en aucun cas, le maître d'œuvre ne peut notifier des ordres de service relatifs :

- ✓ À la notification de la date de commencement des travaux.
- ✓ À une modification du programme initial entraînant une modification de projet.
- ✓ À une interruption ou ajournement des travaux.
- ✓ À une modification de la masse de travaux susceptible d'apporter un changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrages.
- ✓ Au passage à l'exécution d'une tranche conditionnelle.
- ✓ À la notification de prix nouveaux aux entrepreneurs pour des ouvrages ou travaux non prévus, sans avoir recueilli au préalable l'accord écrit du maître de l'ouvrage.
- ✓ Et d'une manière générale pour toute décision modifiant les dispositions des marchés de travaux.

Une copie des ordres de service accompagné de toute justification utile doit être remise au maître de l'ouvrage qui doit pouvoir s'assurer à tout moment qu'ils ont bien été délivrés dans les délais impartis. En cas d'inobservation de cette clause, la responsabilité financière du maître d'œuvre pourra être recherchée.

22 ARTICLE 22 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Conformément à l'article 6 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

23 ARTICLE 23 – SUIVI DE L'EXECUTION DES TRAVAUX

Conformément aux dispositions de l'article 1.8 du présent CCAP, la direction de l'exécution des travaux incombe au maître d'œuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et qui est l'unique interlocuteur des entrepreneurs. Il est tenu de faire respecter par l'entreprise l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification.

24 ARTICLE 24 – DROITE DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le régime des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature relatifs aux résultats respecte les dispositions des articles 22 à 25 du chapitre V du CCAG-MOE. Les résultats sont définis à l'article 22.1 du CCAG-MOE. Le régime des droits d'utilisation correspond à une concession à titre non exclusif par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage, dans les conditions fixées par l'article 24.1 du CCAG-MOE.

Les connaissances antérieures sont définies à l'article 22.6 du CCAG-MOE. Leur régime d'utilisation correspond à une concession à titre non exclusif par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage, dans les conditions fixées par l'article 23.2 du CCAG-MOE. Toute modification, adaptation ou traduction projetée sur les connaissances antérieures concédées fait l'objet d'un accord préalable du maître d'œuvre et le cas échéant, d'une convention spécifique.

Cette concession des droits couvre les résultats à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de l'admission des prestations, pour la France et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur. Ces droits comprennent les droits patrimoniaux de reproduction et de représentation des résultats, en l'état, pour les besoins découlant de l'objet du marché, conformément aux dispositions du code de la propriété intellectuelle.

Le présent marché précise, en annexe, le cas échéant, les modalités de concession des droits patrimoniaux et notamment :

- ✓ Le domaine d'exploitation des droits cédés (reproduction photographique des plans et/ou du bâtiment, support de la reproduction ou de la représentation);
- ✓ Le lieu de la cession (territoire national, européen);
- ✓ La durée de la cession ;
- ✓ Le prix de la concession.

Le présent marché dissocie le prix de cette concession de celui des prestations. A défaut, le montant du marché tient compte du prix de la concession.

Tout acte d'exploitation des résultats mentionnera le nom du titulaire du marché ou de tout autre auteur.

25 ARTICLE 25 – INTERRUPTION – SUSPENSION – ARRET DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION

En complément des situations prévues à l'article 25 du CCAG-MOE, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques constituées par les éléments de mission définis à l'article 1.6 du présent CCAP.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donnera lieu à aucune indemnité. Dans cette situation, il sera fait application des modalités de résiliation prévues aux articles 32 pour le décompte de résiliation et 33 du CCAG-MOE pour la remise des prestations.

26 ARTICLE 26 – ACHEVEMENT DE LA MISSION

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de "Garantie de parfait achèvement" (*prévue à l'article 44.1, 2° alinéa du CCAG applicable aux marchés de travaux*) ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période.

Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision de réception établie sur demande du maître d'œuvre par le maître de l'ouvrage, dans les conditions de l'article 21 du CCAG-MOE et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

27 ARTICLE 27 – RESILIATION DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 32.5 du CCAG-MOE, la notification du décompte par le pouvoir adjudicateur au titulaire doit être faite au plus tard 3 mois après la date d'effet de la résiliation du marché. Le cas échéant, les pénalités pour retard sont appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 27 à 34 inclus du CCAG-MOE à l'exception de l'article 31 avec les précisions suivantes :

27.1 Résiliation du fait du maître de l'ouvrage

Dans l'hypothèse où le maître d'ouvrage décide d'interrompre définitivement la mission du maître d'œuvre sans que ce dernier ait manqué à ses obligations contractuelles, sa décision doit être notifiée conformément à l'article 27 du CCAG-MOE.

La fraction de la mission déjà réalisée est alors rémunérée sans abattement.

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du Maître d'œuvre, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu à l'article 34.2.2.4 du CCAG-MOE est fixé à 5%.

27.2 Résiliation du marché pour faute du maître d'œuvre

Il est fait application de l'article 30.1 du CCAG-MOE. Le délai de mise en demeure prévu à l'article 30.2 du CCAG-MOE et qui sera accordé au Maître d'œuvre, est de 15 jours calendaires. Dans l'hypothèse où le maître d'œuvre ne parviendrait pas à satisfaire aux obligations ayant fait l'objet de la mise en demeure ou serait défaillant, le marché pourra être résilié aux torts de celui-ci par le pouvoir adjudicateur sur simple décision notifiée par lettre recommandée avec avis de réception.

La fraction de l'élément de mission déjà exécutée serait alors rémunérée et le titulaire n'aurait droit à aucune indemnité.

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché aux torts du titulaire sans mise en demeure préalable dans les cas visés par l'article 30.2 du CCAG-MOE.

Aucune rémunération ni aucune indemnité ne sera alors due.

Dans le cas où le maître d'œuvre ne se conforme pas aux stipulations du marché (*non-application des modalités de remise de paiement, ...*), le maître d'ouvrage le met en demeure de s'y conformer dans un délai qui ne saurait être inférieur à 15 jours calendaires. Le maître d'ouvrage peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du maître d'œuvre dans les conditions prévues par l'article 34 du CCAG-MOE.

27.3 Résiliation pour événements extérieurs au marché ou liés au marché

Il est fait application des articles 28 et 29 du CCAG listant les cas de résiliation particuliers liés à des événements extérieurs ou en lien avec le marché.

Dans le cadre de l'hypothèse de l'article 28.2 :

Tout jugement ordonnant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au maître de l'ouvrage. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, conformément à l'article L 622-13 du Code de Commerce, le maître de l'ouvrage adresse à l'administrateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande.

En cas de réponse négative, ou de l'absence de reprise dans le délai d'un mois à compter de l'accusé de réception de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou réduit si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, ou du titulaire, de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus.

Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, conformément à l'article L 641-10 alinéa 2 du Code de Commerce, la résiliation du marché est prononcée sauf si après mise en demeure du liquidateur, ce dernier indique reprendre les obligations du titulaire. La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

27.4 Résiliation du fait d'un dépassement du coût prévisionnel

Dans le cas où le maître d'œuvre s'avèrerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités dans les limites du coût prévisionnel assorti du taux de tolérance visé à l'article 11 du présent contrat, le marché pourra être résilié par le maître d'ouvrage selon les conditions définies à l'article 27-2 du présent article. Il en est de même, dans le cas d'un marché déclaré infructueux, lorsque le titulaire ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel.

27.5 Exécution des prestations aux frais et risques du maître d'œuvre

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG-MOE, en cas de résiliation du marché prononcée en vertu des articles 28, 29 et 30 du CCAG-MOE, le pouvoir adjudicateur peut, dans un délai de 30 jours à compter de la décision de résiliation, passer aux frais et risques du titulaire, un marché pour l'exécution de tout ou partie des prestations non encore réceptionnées.

Conformément à l'article 34.4 du CCAG-MOE, l'augmentation de dépenses, par rapport au prix du marché, qui résulterait de l'exécution des prestations aux frais et risques du maître d'œuvre reste à sa charge. La diminution de dépenses ne lui profite pas.

27.6 Complément au chapitre VI du CCAG – MOE

En complément du chapitre VI du CCAG – MOE et compte tenu des objectifs du maître d'ouvrage visant à respecter les coûts et les délais, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de mettre fin à la mission du maître d'œuvre s'il y a un dépassement, exclusivement imputable à celui-ci, du délai global supérieur à 1 mois était constaté par rapport au calendrier. Les conditions financières de la résiliation seraient identiques à celles visées à l'article 27.2 du présent CCAP.

28 ARTICLE 28 – CLAUSE DE CONFIDENTIALITE

28.1 Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou support numérique, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

28.2 Chacune des Parties s'engage notamment à :

- . prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- . ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
- . ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
- . ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,
- . ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- . ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- . ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

28.3 Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- . la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,
- . les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- . les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

28.4 Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.

29 ARTICLE 29 – MODIFICATION DU MARCHÉ – CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément aux dispositions des articles L.2194-1 et R.2191-1 du code de la commande publique, un marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence dans les conditions prévues par voie réglementaire.

En cas de services supplémentaires devenus nécessaires, il sera fait application des articles R.2194-2 à 4 du code de la commande publique.

En cas de substitution d'un nouveau titulaire, il sera fait application de l'article R.2194-6 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2194-5 du code de la commande publique, le marché peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir.

Conformément à l'article R.2194-7 du code de la commande publique, le marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant ne sont pas substantielles.

Conformément à l'article R.2194-8 et R.2194-9 du code de la commande publique, le marché peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens qui figurent dans l'avis annexé au présent code et à 10% du montant du marché initial pour les marchés de services et de fournitures.

30 ARTICLE 30 – OBLIGATION DE CONSEIL

Le titulaire du marché, expert en son domaine de compétence a une obligation de conseil vis-à-vis du pouvoir adjudicateur. Le titulaire doit signaler au pouvoir adjudicateur, tout acte, fait, élément pouvant nuire à la bonne exécution du marché dans les règles de l'art.

31 ARTICLE 31 – ASSURANCES

Le maître d'œuvre est tenu de souscrire une police auprès d'une compagnie d'assurance dûment agréée par la Direction des Assurances afin de garantir sa responsabilité décennale. Sa police devra comporter des garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

De plus, le maître d'œuvre devra être titulaire d'une police d'assurance souscrite auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, destinée à couvrir ses responsabilités civiles et professionnelles, autres que décennales, pour un montant en rapport avec l'importance de l'opération.

Avant tout commencement d'exécution, le prestataire justifie qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités qu'il est susceptible d'encourir du fait de l'accomplissement de ses prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-MOE, sous réserve qu'ils n'aient pas fourni un tel document au moment de la remise des candidatures, le candidat sur le point d'être retenu ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché doivent justifier, **avant la notification du marché et dans un délai de 10 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage**, une attestation de son/leur assureur justifiant être à jour des cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'exigence de la mission.

La non-production des attestations d'assurance est un obstacle à la conclusion du marché. Le candidat fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre devra fournir, avant notification de son contrat, une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que les polices s'appliquent sans restriction et dans toutes leurs conditions.

Il devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si celle existant n'est pas considérée comme suffisante par le maître de l'ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération. Il devra fournir une attestation semblable à l'appui de son projet de décompte final.

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-MOE, aucune assurance des moyens mis à la disposition ne sera demandée au titulaire du présent marché.

32 ARTICLE 32 – SAISIE ARRET

Si le marché est conclu avec un groupement de cotraitants solidaires, le comptable assignataire du marché auprès duquel serait pratiquée la saisie-arrêt du chef d'un des cotraitants retiendra sur les prochains ordres de paiement émis au titre du marché l'intégralité de la somme pour sûreté de laquelle cette saisie-arrêt a été faite.

33 ARTICLE 33 – REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, les parties contractantes peuvent recourir à la conciliation et médiation, conformément aux articles L.2197-2, L.2197-3, L.2197-4, L.2197-5 et L.2197-7 de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique.

Il est fait application du Chapitre 7 : Différends du CCAG/MOE.

Si ce litige ne peut être réglé de façon amiable ou par voie d'arbitrage, le tribunal compétent est le Tribunal Judiciaire dans le ressort duquel se trouve l'UGECAM Nord-Est, étant entendu que le droit français est seul applicable et les tribunaux français seuls compétents.

34 ARTICLE 34 – DEROGATIONS AU CCAG-MOE ET AU CCAG TRACAUX

Articles du CCAG-MOE auxquels il est dérogé	Articles du contrat dans lesquels sont introduites ces dérogations
4.1	2
11.10	5.4
16.2 et 16.2.4	6 à 8 et 19
20.4.2	7.2
32.5	27
34.1	27.5
9.2 et 19	31
55.1.2	8.4

Diagnostic (D/A)

Les études de diagnostic qui permettent de renseigner le maître de l'ouvrage sur l'état du bâtiment et sur la faisabilité de l'opération ont pour objet :

- ✓ D'établir un état des lieux.
- ✓ De fournir une analyse fonctionnelle et technique du bâti existant.
- ✓ De permettre d'établir un programme fonctionnel d'utilisation du bâtiment ainsi qu'une estimation financière et d'en déduire la faisabilité de l'opération.

Le maître d'œuvre préconise, éventuellement, des études complémentaires d'investigation des existants.

Avant-projet Définitif (APD)

Les études d'APD ont pour objet de :

- ✓ Justifier les solutions techniques retenues, notamment en ce qui concerne les installations techniques et les raccordements.
- ✓ Vérifier le respect des différentes réglementations notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité.
- ✓ Etablir l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, décomposés en lots séparés.
- ✓ Permettre au maître d'ouvrage d'arrêter définitivement le programme et certains choix d'équipements en fonction de l'estimation des coûts d'investissement, d'exploitation et de maintenance.
- ✓ Arrêter le forfait définitif de rémunération.

Dans le cadre de ces études APD, des réunions de concertation sont organisées avec le maître d'ouvrage où sont fournies, au fur et à mesure, des explications sur les solutions architecturales, techniques et économiques proposées.

Etablissement ou obtention des pièces suivantes constituant l'Avant-Projet Définitif :

- ✓ Plan de chaque niveau modifié (*échelle 1 cm par mètre*)

Sur chacun de ces plans figureront :

- ✓ Les en cloisonnements et circulations (*murs, cloisons avec indication des portes et de leur sens d'ouverture, dégagements, escaliers, cages d'ascenseurs et gaines techniques*)
- ✓ La dénomination de chaque local.
- ✓ Coupes transversales et longitudinales des bâtiments (*échelle 1 cm par mètre*) se rapportant aux modifications envisagées.
- ✓ Elévations des différentes façades (*échelle 1 cm par mètre*) en cas de modification.
- ✓ Coupe de détail horizontale et verticale faisant ressortir les éléments constituant les façades (*échelle 2 cm par mètre*) si nécessaire.
- ✓ Schémas de principe des installations techniques modifiées.
- ✓ Dispositifs de correction acoustique et d'isolation thermique.
- ✓ Coupes de principe des différents dispositifs envisagés.
- ✓ Equipements thermiques (*chauffage, ventilation, climatisation, conditionnement...*)
- ✓ Report schématique sur un jeu de plans architecte du tracé unifilaire des canalisations et gaines et de la position des appareils de production et des terminaux.
- ✓ Coupes de principe de la position des gaines horizontales et verticales.
- ✓ Equipements électriques force.
- ✓ Schémas unifilaires de la distribution, du tableau général basse tension, des tableaux divisionnaires ;
- ✓ Système de Sécurité Incendie (S.S.I.) : schéma de principe de l'installation.
- ✓ Equipements spéciaux (*locaux informatique, etc.*) : schémas unifilaires et plan de localisation des différentes fonctions.
- ✓ Aménagements extérieurs : schémas unifilaires.

NOTA : Tous les plans énumérés ci-dessus seront cotés.

- ✓ Notice descriptive.

Définition par corps d'état de l'ensemble des principes de construction, des produits et des matériaux retenus.

- ✓ Notice explicitant les conditions de maintenance et d'exploitation des ouvrages.
- ✓ Notice de sécurité selon le type de bâtiment.
- ✓ Etablissement du dossier de permis de construire.
 1. Plans
 2. Notice de sécurité
- ✓ Etablissement éventuel d'autres dossiers administratifs.
- ✓ Estimation définitive des travaux.

Estimation définitive des travaux en valeur m0 et en valeur dernier index BT01 connu décomposée en lots séparés incluant les sujétions demandées par le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé et par le bureau de contrôle.

- ✓ Coordination du Système de Sécurité Incendie. (S.S.I.)
- ✓ Le maître d'œuvre devra soumettre au maître d'ouvrage une fiche standardisée indiquant le nombre de certificats d'économie d'énergie généré à l'issue de l'opération, par les solutions techniques proposées.
- ✓ Note concernant les conclusions des entretiens ou réunions avec les services de la mairie, notamment services incendie et accessibilité.
- ✓ Etude thermique détaillée de mise en conformité à la réglementation thermique.

NOTA : Le dossier APD intégrera les prestations issues du Diagnostic amiante avant travaux transmis préalablement par le M.O.

PRO + EXE (en simultané à PRO)

Etablissement des pièces suivantes constituant le Projet et les études d'exécution :

- ✓ Plans d'exécution des ouvrages (*échelle 2 cm par mètre*)

Plans d'exécution accompagnés de leurs nomenclatures et d'éventuelles instructions techniques définissant, sans ambiguïté, concurremment avec le Cahier des Clauses Techniques Particulières, les travaux des divers corps d'état :

- ✓ Plan d'ensemble (*échelle 5 mm par mètre*)

Ce plan n'est à fournir qu'en cas de modification du plan d'ensemble établi à l'Avant-Projet Définitif. Dans ce cas, le nouveau plan comportera, outre les bâtiments :

- ✓ Les cotes principales du nivellement projeté.
- ✓ Le tracé de la viabilité, y compris les parkings et leurs extensions.
- ✓ Les espaces verts.
- ✓ Les réseaux et branchements de toute nature, avec indication des niveaux de raccordement au fil d'eau.
- ✓ Les galeries techniques.
- ✓ L'implantation des murs de soutènement éventuels.
- ✓ L'implantation des postes de transformation et sous-station de chauffage.
- ✓ Le tracé des clôtures.
- ✓ L'éclairage extérieur.
- ✓ Etc...
- ✓ Plan de chaque niveau des bâtiments (*sous-sols, rez-de-chaussée, étages, combles ou terrasses*) (*échelle 2 cm par mètre*)

Sur chacun de ces plans figureront :

- ✓ La délimitation des secteurs et compartiments.
- ✓ Les encloisonnements et circulations (murs, cloisons avec indication des portes et de leur sens d'ouverture, dégagements, escaliers, cages d'ascenseurs et gaines techniques)
- ✓ La surface utile de chaque local et sa dénomination.
- ✓ Un état récapitulatif, en cartouche, de la surface utile et de la surface hors œuvre de chaque niveau et, dans le cas d'une Union Immobilière, de la répartition entre organismes.
- ✓ Principe de calepinage des faux plafonds et des revêtements de sols.
- ✓ Plans d'exécution des ouvrages à échelle 2 cm/m accompagnés de leurs nomenclatures et d'éventuelles instructions techniques définissant sans ambiguïté, concurremment avec le Cahier des Clauses Techniques Particulières, les travaux des divers corps d'état.
- ✓ Coupes transversales et longitudinales des bâtiments (*échelle 2 cm par mètre*) si nécessaire.
- ✓ Elévations des différentes façades (*échelle 2 cm par mètre*), en cas de modification, définissant les différents nus et l'aspect souhaité (*revêtements, menuiseries extérieures, fermetures, stores, etc.*) avec détails des éléments répétitifs à l'échelle de 5 cm par mètre.
- ✓ Détails de construction.

- ✓ Etat récapitulatif faisant apparaître, à partir des états visés ci-dessus, la surface utile et la surface hors œuvre de l'opération.
- ✓ Plans de coffrage et de ferrailage des fondations et structures (*échelle 2 cm par mètre*) et notes de calculs éventuelles.
- ✓ Plans de structure en exécution comprenant les plans de poutres et de planchers répétitifs définissant l'équarrissage et les quantités d'acier. Les plans de chantier définissant les armatures de montage et les conditions de mise en œuvre sont à la charge de l'entreprise.
- ✓ Plans des installations techniques (*échelle 2 cm par mètre*)
- ✓ Schémas des réseaux de fluides sur fonds de plans architecte avec implantation du matériel et indication des diamètres et débits principaux.
- ✓ Schémas des tableaux généraux et divisionnaires électriques avec définition des différents départs, puissances et protections.
- ✓ Implantation des tableaux électriques d'étage et tracés des chemins de câbles.
- ✓ Caractéristiques des locaux techniques et positionnement des matériels.
- ✓ Plans des voiries, des engazonnements, des plantations et clôtures (*échelle 1 cm par mètre*) avec détails en plan et en coupe des voies parkings et éléments caractéristiques.
- ✓ Plans des réseaux divers (*échelle 1 cm par mètre*) avec indications des diamètres, des fils d'eau et des raccordements aux réseaux publics.

Les plans d'exécution servent aux entreprises pour réaliser notamment les ouvrages d'équipements et de gros-œuvre. Ils peuvent être modifiés par celles-ci. Ils sont en général complétés par des plans d'atelier et de chantier, qui tiennent compte des dispositions particulières qu'utilisent les entreprises pour la réalisation des chantiers. Ces plans servent également à la coordination des ouvrages et à l'établissement du DQE.

NOTA : Tous les plans énumérés ci-dessus seront cotés.

- ✓ Cahier des Clauses Techniques Particulières. (CCTP)

Ce cahier sera établi par lot :

Il comportera deux parties :

1° Spécifications techniques.

Ayant pour objet de définir les matériaux, matériels et procédés utilisés, d'indiquer les normes et exigences de qualité et de mise en œuvre auxquelles ils doivent satisfaire, ainsi que les contrôles techniques auxquels il sera procédé.

2° Description des travaux

Fixant les limites d'intervention et donnant la liste, la description et le positionnement des ouvrages à exécuter, et la localisation des matériaux à mettre en place.

- ✓ Devis Quantitatif et Estimatif détaillé par poste.
- ✓ Définition des charges à supporter par la structure.
- ✓ Définition des besoins en fluides (*électricité, ventilation, climatisation*)
- ✓ Cadre de Décomposition Forfaitaire.
- ✓ Cadre établi par lot d'après le CCTP faisant apparaître les quantités des différents ouvrages avec référence aux numéros du CCTP.
- ✓ Coût prévisionnel des travaux.
- ✓ Coût détaillé établi d'après le cadre quantitatif faisant apparaître, par lot, les quantités et prix unitaires des différents ouvrages avec récapitulatif de la dépense totale.
- ✓ Notes de calcul.

En cas de doute sur certaines performances thermiques, acoustiques ou d'éclairage, il pourra être demandé au Maître d'œuvre des notes de calcul établies par des spécialistes dans les domaines concernés et permettant de vérifier l'atteinte des résultats contractuels.

- ✓ Calculs préalables des lots fluides.
- ✓ Calendrier prévisionnel.

Calendrier prévisionnel d'exécution des travaux établi par lot sous forme d'un planning à barres.

- ✓ Actualisation de l'étude thermique fournie à la phase APD.
- ✓ Eventuellement.

Documents administratifs :

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), Règlement de la Consultation (RC), modèle d'Acte d'Engagement (AE).

- ✓ Coordination du Système de Sécurité Incendie. (S.S.I.)

Assistance Contrats de Travaux (ACT)

L'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation du ou des contrats de travaux, sur la base des études qu'il a approuvées, a pour objet de :

- ✓ Préparer la consultation des entreprises de manière telle que celles-ci puissent présenter leurs offres en toute connaissance de cause, sur la base d'un dossier constitué des pièces administratives et techniques prévues au contrat ainsi que des pièces élaborées par la maîtrise d'œuvre correspondant à l'étape de la conception choisie par le maître d'ouvrage pour cette consultation. Le dossier est différent selon que la dévolution est prévue par marchés séparés ou à des entreprises groupées ou à l'entreprise générale.
- ✓ Préalablement à la consultation, le Maître d'œuvre doit également assister le Maître de l'ouvrage lors du lancement de l'appel de candidatures des entreprises et du dépouillement des candidatures reçues.
- ✓ Préparer, s'il y a lieu, la sélection des candidats et analyser les candidatures obtenues.
- ✓ Analyser les offres des entreprises, s'il y a lieu les variantes à ces offres ; procéder à la vérification de la conformité des réponses aux documents de la consultation ; analyser les méthodes ou solutions techniques en s'assurant qu'elles sont assorties de toutes les justifications et avis techniques, en vérifiant qu'elles ne comportent pas d'omissions, d'erreurs ou de contradictions normalement décelables par un homme de l'art et établir un rapport d'analyse comparative proposant les offres susceptibles d'être retenues, conformément aux critères de jugement des offres précisés dans le règlement de la consultation. La partie financière de l'analyse comporte une comparaison des offres entre elles et avec le coût prévisionnel des travaux. Après la consultation des entreprises, le Maître d'œuvre en accord avec le Maître de l'ouvrage procède à l'étude comparative des offres reçues, y compris les options éventuelles et établit un rapport qualitatif d'examen des offres.
- ✓ Assister le Maître d'Ouvrage dans la négociation avec les entreprises le cas échéant.
- ✓ Préparer les mises au point nécessaires pour permettre la passation du ou des contrats de travaux par le maître d'ouvrage.

OU

VISA

- ✓ Organisation du circuit des plans et notes produites par l'entrepreneur.
- ✓ Visa des plans d'exécution au vu de la conformité du projet.
- ✓ Lots architecturaux.
- ✓ Lots techniques.
- ✓ Suivi des visas des plans.
- ✓ Arbitrage architecturaux et techniques relatifs aux études de synthèse.

Direction de l'Exécution des marchés de Travaux (DET)

La direction de l'exécution du ou des contrats de travaux a pour objet de :

- ✓ S'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les études effectuées.

- ✓ S'assurer que les documents à produire par le ou les entrepreneurs, en application du ou des contrats de travaux, sont conformes aux dits contrats et ne comportent ni erreur, ni omission, ni contradiction normalement décelables par un homme de l'art.
- ✓ S'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions du ou des contrats de travaux, y compris le cas échéant, en ce qui concerne l'application effective d'un schéma directeur de la qualité, s'il en a été établi un.
- ✓ Délivrer tout ordre de service et établir tout procès-verbal nécessaire à l'exécution du ou des contrats de travaux ainsi que procéder aux constats contradictoires, organiser et diriger les réunions de chantier.
- ✓ Informer systématiquement le maître d'ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables.
- ✓ Vérifier les projets de décomptes mensuels ou les demandes d'avances présentées par le ou les entrepreneurs ; établir les états d'acomptes ; vérifier le projet de décompte final établi par l'entrepreneur et établir le décompte général.
- ✓ Donner un avis au maître d'ouvrage sur les réserves éventuellement formulées par l'entrepreneur en cours d'exécution des travaux et sur le décompte général, assister le maître d'ouvrage en cas de litige.

Tâches à effectuer :

Direction générale des travaux :

- ✓ Contrôle de la conformité des ouvrages avec les documents contractuels.
- ✓ Contrôle technique des matériaux, fournitures et éléments préfabriqués.
- ✓ Contrôle des "plans de chantier" remis par les entreprises.
- ✓ Établissement des ordres de services et procès-verbaux.
- ✓ Prescription des essais contractuels et de tous les essais qui pourraient se révéler nécessaires et vérification des résultats.
- ✓ Liaison avec le Bureau de contrôle.
- ✓ Organisation et direction des réunions de chantier. Rédaction et diffusion des comptes rendus de ces réunions. Information systématique du Maître de l'Ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et des dépenses, avec indication des évolutions notables.

Pour exercer le contrôle général des travaux, des visites de chantier auront lieu, à la diligence du Maître d'Œuvre et en accord avec le Maître de l'Ouvrage qui y sera représenté, au moins toutes les semaines et aussi inopinément en tant que de besoin. Le Maître d'Œuvre sera personnellement présent chaque fois que les décisions à prendre le nécessiteront.

Le Maître d'Œuvre tiendra un journal de chantier où seront consignées ses visites et constatations, ainsi que celles de tous autres intéressés y compris, le cas échéant, le contrôleur technique. Sur ce journal seront également répertoriés tous les ordres de service qu'il aura donnés et mentionnés tous les événements pouvant influencer sur le déroulement des travaux. Ce journal deviendra la propriété du Maître de l'Ouvrage à qui il sera remis en fin de chantier.

- ✓ Vérification des situations mensuelles de travaux présentées par les entreprises, y compris la variation des prix et l'établissement des certificats de paiements correspondants.
- ✓ Transmission au Maître de l'Ouvrage des plans, Cahier des Clauses Techniques Particulières et détails estimatifs des modifications ou travaux supplémentaires intervenant en cours de chantier. Vérification des devis correspondants et établissement des projets d'avenants s'y rapportant.
- ✓ Vérification des décomptes finaux et établissement du décompte général.
- ✓ Instruction des mémoires de réclamation des entreprises et assistance au Maître de l'Ouvrage pour règlement des litiges éventuels.
- ✓ Arbitrage éventuel des différends pouvant s'élever entre les entreprises au sujet de la répartition des dépenses communes.

Assistance aux Opérations de Réception (AOR)

- ✓ Organisation des opérations préalables à la réception des travaux.
- ✓ Propositions au Maître de l'Ouvrage sur la réception des travaux.
- ✓ Etablissement de la liste des réserves éventuelles, direction des travaux de reprises nécessaires et levée des réserves.

- ✓ Examen des désordres éventuels intervenant durant la période de parfait achèvement et propositions pour y remédier.
- ✓ Constitution et remise au Maître de l'Ouvrage en fin de travaux.

Du "dossier des ouvrages exécutés" comprenant :

- ✓ Les plans d'ensemble d'exécution.
- ✓ Les plans de détail.
- ✓ Les notices d'exploitation.
- ✓ Les notices d'entretien.

Ordonnancement - Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)

Ordonnancement et planification :

Analyse des tâches élémentaires portant sur les études d'exécution et les travaux, détermination de leurs enchaînements, ainsi que de leur chemin critique par des documents graphiques, proposition des mesures visant au respect des délais d'exécution des travaux et répartition appropriée des éventuelles pénalités.

Coordination :

Harmonisation dans le temps et dans l'espace des actions des différents intervenants au stade des travaux et, le cas échéant, présidence du collège interentreprises d'hygiène et de sécurité.

Pilotage :

Mise en application, au stade des travaux et jusqu'à la levée des réserves, dans les délais impartis dans les marchés de travaux, des diverses mesures d'organisation arrêtées au titre de l'ordonnancement et de la coordination.

Pour ce faire, le pilote est chargé :

Pendant la phase de préparation des travaux :

- ✓ De regrouper les listes des plans d'exécution établis par les entrepreneurs.
- ✓ De mettre en place l'organisation générale de l'opération.
- ✓ De planifier et coordonner temporellement les études d'exécution.
- ✓ De planifier les travaux.

Pendant la période d'exécution des travaux :

- ✓ De veiller au respect du cadre d'organisation défini en phase de préparation.
- ✓ De mettre à jour la planification générale et de la compléter par une planification Détaillée par périodes et par élément d'ouvrage.
- ✓ De coordonner l'ensemble des intervenants, en particulier en animant des réunions spécifiques de coordination et diffuser leurs comptes rendus.
- ✓ De veiller au respect des objectifs calendaires et, le cas échéant, de proposer des mesures correctives pour rattraper des retards.
- ✓ D'apprécier l'origine des retards.

Pendant la phase d'assistance aux opérations de réception :

- ✓ D'établir la planification des opérations de réception.
- ✓ De coordonner et piloter ces opérations.
- ✓ De pointer l'avancement des levées de réserves.

Mission SSI

L'exercice de la mission de coordination en systèmes de sécurité incendie devra répondre à l'arrêté du 2 février 1993 rendant obligatoires les dispositions de la norme générale NF S61.930, 61.931 (*version juillet 2000*) et plus particulièrement les normes NFS 61.932, 933 et 949.

En phase de conception, le coordonnateur SSI établit un cahier des charges fonctionnel du SSI définissant :

- ✓ La catégorie du SSI.
- ✓ L'organisation et la corrélation des zones de détection (ZD) et de sécurité. (ZS)
- ✓ Le positionnement des matériels centraux déportés.
- ✓ Les modalités d'exploitation d'alarme (restreinte, générale ou sélective)

- ✓ Les constituants du SSI, le mode de fonctionnement des dispositifs commandés terminaux (DCT) et les options de sécurité des dispositifs actionnés de sécurité. (DAS)
- ✓ Le principe et la nature des liaisons.
- ✓ La procédure de réception technique.

En phase de réalisation :

- ✓ Suivi de la cohérence entre les différents équipements du SSI.
- ✓ Création et mise à jour du dossier d'identité SSI conforme à la norme NF S61-932.
- ✓ Contrôle du respect du cahier des charges et suivi du contrôle fonctionnel.
- ✓ Etablissement du procès-verbal de réception technique.

A Nancy, le

A....., le.....

**Le Pouvoir adjudicateur,
L'UGECAM NORD EST,
Représenté par la Directrice Générale,
Mme Christelle PROST**

**LE TITULAIRE,
« Lu et approuvé »
(Cachet et signature)**